

N° 4472<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1997-1998

# PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**relatif à l'étiquetage des matériaux utilisés dans les  
principaux éléments des articles chaussants proposés  
à la vente au consommateur**

\* \* \*

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(6.10.1998)

Par dépêche du 12 juin 1998, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis au Conseil d'Etat le projet sous rubrique élaboré par le ministre de l'Economie et portant transposition en droit national de la directive 94/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un tableau comparatif entre les textes du projet de règlement grand-ducal et de la directive ainsi que le texte de la directive à transposer avec ses deux annexes.

L'avis de la Chambre des employés privés et celui de la Chambre d'agriculture ont été communiqués au Conseil d'Etat en date du 17 juillet 1998, celui de la Chambre de commerce en date du 24 juillet 1998, celui de la Chambre de travail en date du 5 août 1998 et finalement celui de la Chambre des métiers seulement en date du 11 septembre 1998, alors que la Chambre concernée en a délibéré déjà le 28 juillet 1998.

En plus, en date du 25 juin 1998, le Gouvernement a transmis au Conseil d'Etat un avis motivé de la Commission Européenne. Bien que la portée de cette directive soit relativement limitée, il importe donc de hâter au plus vite la procédure de transposition.

Le règlement grand-ducal sous rubrique a pour objet de transposer en droit national la directive 94/11/CE afin de rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'étiquetage des matériaux utilisés dans les principaux éléments des articles chaussants proposés à la vente au consommateur.

Ces mesures sont proposées du fait que, d'une part, il y a des différences notoires entre les réglementations des différents Etats ou même pas de réglementation du tout et que, d'autre part, il existe des difficultés dans les échanges transnationaux au sein de la Communauté.

Les mesures reprises dans le règlement grand-ducal comportent:

- l'étiquetage apparent des matériaux utilisés;
- l'application de pictogrammes permettant une présentation uniforme dans l'U.E.;
- l'explication textuelle des pictogrammes dans les langues administratives du pays.

Il y a lieu de relever que les chaussures d'occasion, usagées, de sécurité ou ayant le caractère de jouet sont exclues du présent règlement.

Comme toutes ces dispositions visent à améliorer l'information du consommateur et à faciliter la libre circulation des articles chaussants, le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver le présent projet sous réserve des observations qui suivent.

\*

## EXAMEN DES ARTICLES

### *Remarque préalable concernant les annexes*

Le règlement grand-ducal est suivi de deux annexes. Or, dans le texte du règlement, il n'est nulle part fait référence à l'annexe II. D'autre part, cette annexe II n'est qu'une liste d'„exemples“ d'articles chaussants visés par la directive. Par conséquent, il ne paraît pas opportun de faire de cette annexe II un texte législatif. Dans ce cas l'annexe I devient simplement „L'annexe“ et doit être publiée au Mémorial comme partie intégrante du règlement.

En ce qui concerne plus particulièrement le contenu de l'annexe I qui se trouve jointe au texte du projet de règlement grand-ducal sous avis, il y a lieu de relever qu'au deuxième alinéa du point 2. a) i) qui a trait à la mention „cuir pleine fleur“ il est fait un renvoi à l'article 5. Ce renvoi est repris tel quel de l'annexe I de la directive qu'il s'agit de transposer. Or l'article 5 de la directive a trait aux informations textuelles complémentaires facultatives, et notamment une mention „cuir pleine fleur“, dont la nécessité d'indication est laissée à l'appréciation des Etats membres, tandis que l'article 5 du projet sous avis contient des dispositions qui ne concernent que la langue dans laquelle l'étiquetage peut se faire, sans rien dire d'une quelconque mention supplémentaire „cuir pleine fleur“.

Le renvoi opéré par l'annexe jointe au projet paraît dès lors inapproprié. Au cas où la réglementation nationale impose l'utilisation de la prédite indication supplémentaire, il convient donc de remplacer dans l'annexe du projet la référence à l'article 5 par celle de la norme réglementaire réellement visée. Si tel n'est pas le cas, le Conseil d'Etat propose de supprimer l'alinéa en question dans l'annexe ou bien de prescrire l'usage de la mention supplémentaire y visée en complétant le présent projet de règlement.

### *Préambule*

Au premier considérant, il faut lire „grâce“ au lieu de „grâce“ et au dernier considérant „Notre ministre“ au lieu de „notre Ministre“. Le Conseil d'Etat estime en outre qu'il y a lieu de remplacer la formulation „Vu les avis des Chambres professionnelles intéressées“ par l'énumération des 5 Chambres professionnelles qui ont présenté un avis.

### *Articles 1er et 2*

Sans observation.

### *Article 3*

Pour transposer fidèlement la directive, il faudrait également mentionner dans le règlement grand-ducal la quatrième catégorie des chaussures exclues, à savoir „les articles chaussants couverts par la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses“ qui a transposé en notre droit national la directive 76/769/CEE.

### *Article 4*

Sans observation.

### *Article 5*

L'article 1er de la directive 94/11/CE prévoit sous 2. ii) que la composition de l'article chaussant doit être indiquée au moyen soit de pictogrammes, soit d'indications textuelles. Par conséquent, il vaut mieux remplacer le terme „informations textuelles“ par „indications textuelles“.

### *Article 6*

Le Conseil d'Etat estime qu'au lieu de „commerçants“, il convient d'écrire „détaillants“, terme qui est également employé dans la directive précitée et dans l'article 7 du projet.

### *Article 7*

Dans la première phrase de l'article sous examen, il faut remplacer le terme „matériel“ par celui de „matériau“.

Si le Gouvernement suit le Conseil d'Etat dans ses observations concernant les annexes, le terme de „annexe I“ sera à remplacer par le terme „annexe du présent règlement“.

Afin d'éviter tout malentendu il y a lieu de maintenir le texte de la directive et de remplacer à l'alinéa 2 le terme de „accessoires de renfort“ par celui de „accessoires ou renforts“. Par ailleurs il convient d'ajouter un s au mot „tel“.

Au 3ème alinéa, le terme „paragraphe“ est à remplacer par celui de „alinéa“.

*Articles 8 et 9*

Sans observation.

\*

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat marque son accord avec le présent projet de règlement grand-ducal.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 octobre 1998.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Paul BEGHIN